

Conjoncture internationale au deuxième trimestre 2016

Incertitudes suite au résultat du référendum au Royaume-Uni

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à +3,1 % et +3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI, de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier. Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de +2,2 % en 2016. Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à +1,6 %). Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres consécutifs de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche constitué un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %. Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à +0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de +6,6 % en 2016. Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance toujours favorable mais stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins élevée, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : FMI et INSEE – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les publications de l'IEDOM : <http://www.iedom.fr/iedom/publications/>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Indicateurs conjoncturels France et zone euro N° 331 du 5 août 2016

En France, l'indice PMI final est en hausse en juillet dans le secteur manufacturier (48,6, après 48,3 en juin) comme dans les services (50,5, après 49,9 en juin). Les immatriculations de voitures neuves reculent en juillet (- 5,0 %), après - 1,6 % en juin. En zone euro, l'indice PMI final baisse légèrement dans le secteur manufacturier (52,0, après 52,8 en juin) mais reste relativement stable dans les services (52,9, après 52,8 en juin).

Télécharger la publication : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/indicateurs-conjoncturels-05-08-2016.pdf

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en juin 2016, stable par rapport à mai 2016, et en baisse par rapport au taux de 11,0 % observé en juin 2015. Il s'agit toujours du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en juin 2016, soit le même niveau par rapport à mai 2016, et en baisse en glissement annuel (9,5 % en juin 2015). Cela reste le taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en juin 2016, 20,986 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,269 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 37 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2015, le chômage a baissé de 2,114 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,363 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été observés à Malte (4,0 %), en République tchèque (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (23,3 % en avril 2016) et en Espagne (19,9 %).

Publications au Journal officiel

Décret n° 2016-1052 du 1^{er} août 2016 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO) définissant les modalités d'admission de la Martinique au statut de membre associé de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale, signé à Schœlcher le 4 février 2015 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032962830&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Parution du « Panorama de la Guadeloupe »

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer publie un panorama de la Guadeloupe offrant une image structurelle de la démographie et de l'économie de l'archipel.

Au 1^{er} janvier 2015, la population de la Guadeloupe (hors îles du Nord) est estimée à 400 132 habitants, soit 0,6 % de la population nationale. En moyenne chaque année, le nombre d'habitants a progressé de 0,2 % sur la période 2008-2013, bien en dessous du niveau observé entre 1999 et 2008 (+0,4 %). Cette quasi-stabilité de la population tient à l'amplification du déficit migratoire (-0,6 %), conjugué à l'érosion du solde naturel (+0,6 %). Si la population de l'archipel est plus jeune que celle de métropole, elle vieillit en raison de la baisse de la natalité et d'un solde migratoire déficitaire.

Entre 1993 et 2008, l'économie de la Guadeloupe a bénéficié d'une croissance économique soutenue (+3,2 % par an, en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Cette période de croissance élevée s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue des activités et s'est traduite par un rattrapage de niveau de vie avec l'Hexagone : en 2008, le PIB/hab de la Guadeloupe est inférieur de 41 % à celui de la métropole, contre 47 % en 1994. Cependant, la crise économique ainsi que d'importantes grèves ont significativement affecté l'économie de la Guadeloupe, faisant chuter le PIB en volume de 4,4 % en 2009. Le rebond de l'activité en 2010 (+1,2 %) n'a pas permis de retrouver le niveau d'avant-crise. La croissance, faiblement soutenue par la consommation des ménages et l'investissement, demeure modeste depuis 2011 (entre 0 % et 1 %). En 2014, la Guadeloupe affiche une croissance faible (+0,9 % en volume), mais supérieure à 2013 (+0,1 %) et légèrement plus dynamique que celle observée pour la France entière (+0,2 %).

Cette note publiée par l'Iedom Guadeloupe est téléchargeable librement sur le site : <http://iedom.fr/>

Stabilité du climat des affaires au 2^e trimestre 2016

Au deuxième trimestre 2016, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est quasiment stable (-0,2 point). Il s'établit à 97,1 points et reste pour le deuxième trimestre consécutif, en dessous de sa moyenne de longue période.

L'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise sur les trois derniers mois, en particulier sur les effectifs et les prix, pèse fortement sur l'indicateur. En revanche, les anticipations positives des professionnels quant à l'activité du trimestre à venir permettent à l'ICA de se maintenir.

La note « Premières Tendances » publiée par l'Iedom Guadeloupe est téléchargeable librement sur le site : <http://iedom.fr/>

Baisse des prix des carburants au mois d'août 2016

Le décret n° 2013-1314 du 27 décembre 2013 prévoit que les prix des produits pétroliers et du gaz sont revisités chaque mois en fonction de l'évolution des cours et de la parité monétaire euro/dollar constatées lors du mois précédent. En juillet, les cours des produits pétroliers enregistrent globalement une tendance à la baisse. Ainsi, les cours du pétrole brut (Brent) baissent de 5,45 % en raison de stocks importants aux USA. Les cours de l'essence et du gazole baissent également, respectivement de 11 % et 8 %, en raison des prévisions de contraction de la demande mondiale de ces produits. Les cours du gaz butane baissent trop légèrement pour compenser l'augmentation du coût de sortie raffinerie. L'euro face au dollar s'affaiblit de 1,6 %, son cours moyen passant de 1,1269 en juin 2016 à 1,1083 en juillet 2016 limitant ainsi l'effet de baisse des prix.

Par conséquent, au 1^{er} août 2016, le prix du super sans-plomb s'établit à 1,30 €/l, soit -5 cts/l par rapport au mois de juillet 2016. Le prix du gazole route est fixé à 1,09 €/l, soit -3 cts/l par rapport au mois précédent.

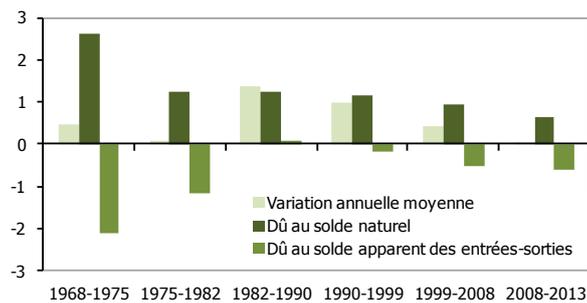
Source : <http://www.guadeloupe.pref.gouv.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Revalorisation du RSA en septembre 2016

Dans le cadre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté lancé en janvier 2013, le revenu de solidarité active (RSA), géré par le Département, sera revalorisé de 2 % en septembre prochain. Dans les DOM, à fin décembre 2015, le RSA bénéficiait à 245 315 foyers dont 50 316 en Guadeloupe (20,5 %).

Variation annuelle de la population guadeloupéenne (en %)



Source : Insee, Recensement de la population - Exploitation principale, État civil

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe (100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Signature d'un accord-cadre entre LADOM et Pôle emploi

La ministre des Outre-mer George Pau-Langevin a reçu Jean Basseres, directeur général de Pôle emploi, et Florus Nestar, directeur général de l'Agence de l'Outre-mer pour la mobilité (LADOM) pour la signature d'un accord-cadre national 2016-2018 visant à sécuriser les parcours professionnels des demandeurs d'emploi résidant en outre-mer. Il s'agit de renforcer la coopération entre les deux opérateurs, avec pour objectif de faciliter l'accès aux formations professionnelles en mobilité et in fine à l'emploi pour les Ultramarins en ayant besoin : l'Hexagone présente des formations ciblées sur certains domaines rares ou émergents qui ne sont pas toujours disponibles dans les Outre-mer. Par ailleurs, l'une des ambitions nouvelles de cet accord-cadre est de favoriser le retour des bénéficiaires dans leur région d'origine à l'issue de la formation.

Cap Excellence, poumon économique de la Guadeloupe

Selon une étude de l'Insee, malgré un déficit migratoire persistant, la communauté d'Agglomération de Cap Excellence reste la plus peuplée des intercommunalités de Guadeloupe avec 103 800 habitants. Si elle représente moins de 8 % du territoire, près d'un quart de la population y est concentré. Cap Excellence regroupe par ailleurs la moitié des emplois, 40 % des établissements marchands non agricoles et la moitié des logements sociaux. Cette attractivité engendre de nombreux déplacements domicile-travail. Cependant, la dynamique de l'emploi s'essouffle et le taux de chômage (29 %) est aussi important que dans le reste de l'île.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Îles du Nord, nouveau secrétaire général à la Préfecture

Par décret du Président de la République du 19 juillet dernier, Thierry Mahler, sous-préfet, a été nommé secrétaire général de la Préfecture de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, poste vacant depuis septembre dernier lors du départ de Mathieu Doligez. Jusqu'alors chef du bureau de la vie économique, de l'emploi et de la formation à la sous direction des politiques publiques de la Direction générale des Outre-mer, T. Mahler a pris ses fonctions le 8 août 2016.

Saint-Martin, capacité d'accueil augmentée à l'aéroport de Grand Case

Financés à 50 % par la Société d'exploitation de Saint-Martin aéroport (Sesma) et la SNC Lavalin, et à 50 % par le Fonds européen de développement économique et régional (Feder), les travaux de rénovation du hall d'accueil de l'aéroport de Grand Case l'Espérance sont achevés. Ce chantier de près de 4,6 millions d'euros permet à l'aéroport de doubler sa capacité d'accueil qui atteint désormais 400 000 passagers par an.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	Guadeloupe France entière	Juin	2016	100,1 100,6	0,3 % 0,1 %	-0,4 % 0,2 %
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Juin	2016	55 950	0,5 %	-3,7 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Juin	2016	114,7 1 177,6	- -	-2,4 % -4,9 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Juin Cumul annuel	2016	360 2 169	5,3 % -	3,7 % 6,4 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Juillet	2016	19 050 384	1,2 % -23,2 %	-4,6 % 28,4 %

INDICATEURS SECTORIELS					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Juin Cumul annuel	2016	143 752 1 114 690	-3,7 % -	7,2 % 7,3 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Mai	2016	243 254 75 960	-17,8 % 15,2 %	-15,6 % 3,2 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Juillet Cumul annuel	2016	1 181 8 533	-14,0 % -	-12,3 % -0,5 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Juillet Cumul annuel	2016	14 911 110 393	-8,7 % -	-20,8 % -6,2 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

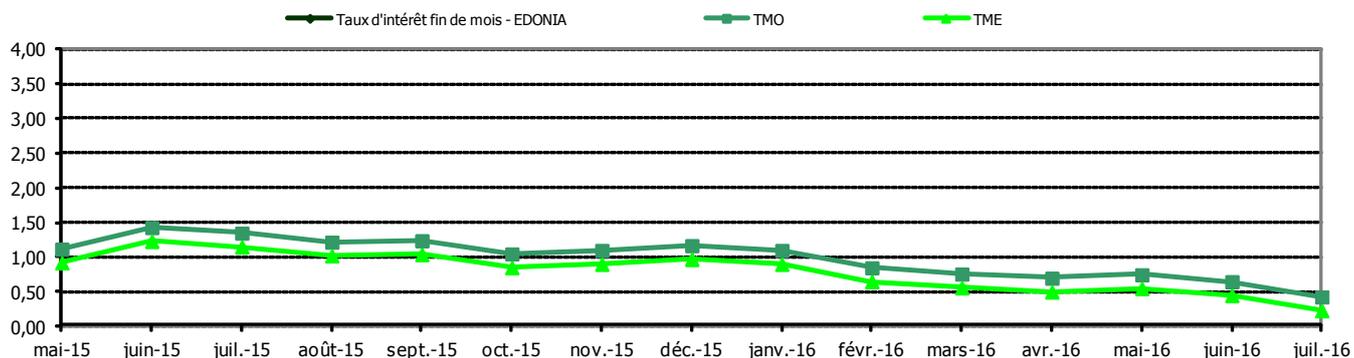
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet					
	0,00%	16/03/2016					
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016					
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016					
Taux d'intérêt légal 2^{em} semestre 2016 - JORF du 26/06/2016							
Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)							
Créances de personnes physiques	Livret A et bleu	CEL*					
(Hors besoins professionnels) :	0,75%	0,50%					
Autres cas :	0,93%	<i>* hors prime d'Etat</i>					
Taux d'intérêt fin de mois - EONIA							
Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR							
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,3330%	-0,3240%	-0,2930%	-0,3210%	-0,3710%	-0,2970%	-0,1860%	-0,0490%
Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
0,50%	0,55%	0,45%	0,23%	0,70%	0,75%	0,65%	0,43%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} juillet 2016)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	<u>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</u>	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,05%
Prêts à taux variable	3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,77%
Prêts-relais	4,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,16%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,92%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,72%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	12,91%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,40%	Découverts en compte	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

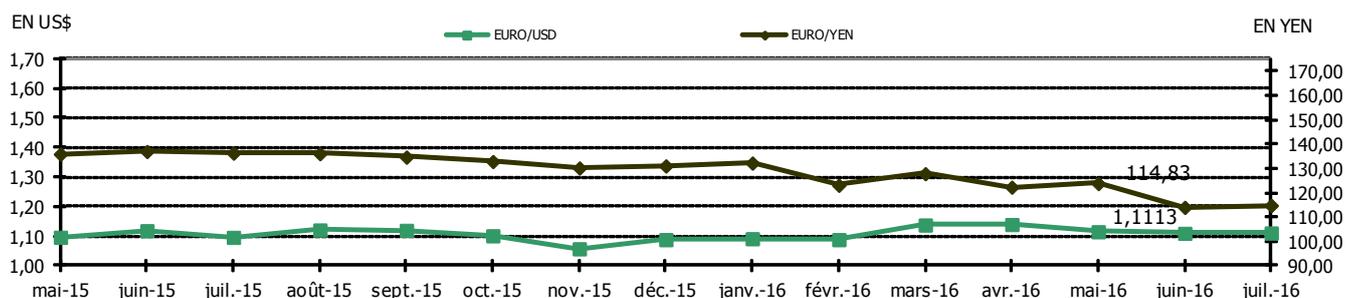
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1113	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	15,7301	EURO/SRD (Surinam)	8,0205
EURO/JPY (Japon)	114,8300	EURO/BWP (Botswana)	11,7948	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9814
EURO/CAD (Canada)	1,4643	EURO/SCR (Seychelles)	14,9512	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,4152
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8440	EURO/MUR (Maurice)	39,7419	EURO/BBD (La Barbade)	2,2349
EURO/SGD (Singapour)	1,5015	EURO/BRL (Brésil)	3,6478	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,487
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6210	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,1583	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3278,3256	EURO/XCD (Dominique)	3,0165	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Hervé GONSARD - Responsable de la rédaction : J-M. PAUGAM

Éditeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activités de la Providence - ZAC de Dothémare - 97139 Les Abymes

Achevé d'imprimer le 22 août 2016 - Dépôt légal : août 2016 - ISSN 1240-3806